

Zitelmann – Berlin en route vers le communisme

CHRONIQUE. La capitale allemande, dirigée par une coalition rouge-verte, cherche à limiter la liberté de réunion et le droit à la propriété privée.

*Par Rainer Zitelmann**

Publié le 28/09/2020 à 17:00 | [Le Point.fr](https://www.lepoint.fr)



Voilà déjà trente ans que le socialisme s'est effondré, avec la chute des dictatures communistes de l'URSS et de la République démocratique d'Allemagne (RDA). Le voici pourtant une fois encore à la manœuvre, dans une ville qui, pendant plusieurs décennies, a symbolisé la liberté dans la lutte contre les totalitarismes : Berlin. Un symbole qu'il faut protéger, comme y exhortait le maire de la ville, Ernst Reuter, le 9 septembre 1948, s'adressant au monde entier, aux citoyens des États-Unis, d'Angleterre, de France, d'Italie... « On ne peut pas, on ne doit pas abandonner cette ville et sa population ! » déclarait-il avec émotion devant les ruines du palais du Reichstag.

Aujourd'hui, Berlin voit à nouveau sa liberté menacée. Depuis plusieurs années maintenant, le parti qui dirigeait autrefois la RDA communiste règne sur le gouvernement municipal de la capitale. Quand l'Allemagne était coupée en deux, le Parti communiste au pouvoir s'appelait le SED [Parti socialiste uni é d'Allemagne]. Il

se nomme Die Linke dans sa version moderne, et gouverne Berlin dans une coalition avec deux autres partis de gauche, le SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne) et les Verts.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un consensus antitotalitaire en Allemagne de l'Ouest rejetait tout autant le nazisme que le communisme. Mais les communistes d'Allemagne de l'Est voulaient, eux, établir un « ordre démocratique antifasciste » de leur cru. C'est aussi ce que souhaite Die Linke pour Berlin, et ils semblent s'approcher du but.

Abolir la liberté de réunion ?

Il y a quelques semaines à peine, les autorités berlinoises ont interdit une manifestation contre les mesures anti-coronavirus. Le sénateur pour l'Intérieur de Berlin, Andreas Geisel (membre du SED autrefois, et du SPD aujourd'hui) a déclaré qu'il « refusait de rester les bras croisés devant une nouvelle tentative d'instrumentalisation de Berlin comme tribune au profit des corona-sceptiques et des extrémistes de droite ou du mouvement des citoyens du Reich [Reichsbürger, groupuscule(s) d'extrême droite] ».

Comme le relevait alors l'historique quotidien suisse, la *Neue Zürcher Zeitung* : « Certes, aujourd'hui, on utilise le mot “scandale” à tort et à travers. Mais il est vrai que les déclarations de Geisel sont scandaleuses. Elles soulèvent de sérieuses inquiétudes quant à la volonté du Sénat “rouge-rouge-vert” de Berlin de respecter et défendre la Constitution du pays. Et elles alimentent les soupçons de ceux qui pensent que la lutte contre la pandémie est détournée pour réduire au silence les opinions impopulaires. » En fin de compte, le tribunal administratif de Berlin s'est prononcé contre l'interdiction et la manifestation a pu avoir lieu.

Lire aussi « Laissez les enfants sourire ! » À Berlin, les anti-masques s'activent

Débouté par la justice, le Sénat de Berlin a décidé de mettre en place une deuxième mesure, encore plus radicale : un décret sur le droit de réunion facilitant l'interdiction des manifestations « racistes » et « d'extrême droite ». Comme l'explique le grand quotidien allemand *Die Welt* : « Voilà de facto une disposition particulière de la loi, instrumentalisée contre les extrémistes de droite. Bien sûr, personne ne souhaite les voir manifester et défilé à travers la ville, mais là n'est pas la question. Il s'agit en fait de décider si le gouvernement de Berlin doit détenir le pouvoir de décréter légale ou illégale telle ou telle cause pour laquelle les citoyens voudraient manifester. »

D'ailleurs, quand on voit la tolérance illimitée dont fait preuve le gouvernement berlinois à l'égard des extrémistes de gauche, le contraste est éclatant. La célèbre émission *Kontraste* récemment diffusé à la télévision allemande un reportage

choquant sur deux immeubles occupés par des militants d'extrême gauche : « Rigaer Strasse, au cœur de la capitale allemande, est depuis longtemps un point chaud de la violence d'extrême gauche. Depuis un an et demi, on compte pas moins de 346 délits commis dans cette zone. Les riverains des deux immeubles occupés se plaignent ouvertement de harcèlement. Des documents internes montrent que les militants d'extrême gauche ont mis en place de longue date une zone de non-droit, court-circuitant le monopole de l'État sur l'utilisation et la légitimation de la violence physique. Le Sénat rouge-vert de Berlin évite soigneusement le problème du fait d'intérêts politiques mal placés, laissant les propriétaires et la police se débrouiller tout seuls. »

Abolir l'économie de marché

Le gouvernement berlinois orienté à gauche a aussi introduit dans la loi un plafonnement des loyers, qui non seulement empêche les propriétaires de procéder à toute augmentation de loyer pendant cinq ans, mais aussi les oblige à ajuster certains baux existants et réduire leurs obligations légales, ce qui revient essentiellement à les exproprier en partie. Pourtant, la Constitution allemande n'accorde à aucun gouvernement régional l'autorité nécessaire pour faire adopter une telle législation, puisque le pouvoir législatif en matière de droit à la propriété est clairement l'apanage du gouvernement fédéral. Mais le Sénat de Berlin ne semble pas s'embarrasser de telles considérations constitutionnelles. Néanmoins, face à ces violations éhontées de la Constitution allemande, les sections fédérales des groupes parlementaires du CDU/CSU [Union chrétienne-démocrate d'Allemagne/Union chrétienne-sociale (en Bavière)] et du FDP [Parti libéral-démocrate] ont saisi la plus haute juridiction d'Allemagne, le Tribunal constitutionnel fédéral, quant à la constitutionnalité de la loi sur les loyers. Cette idée de plafonnement des loyers n'est d'ailleurs pas neuve, puisqu'un gel des loyers similaire avait été validé le 20 avril 1936, en guise de cadeau offert par le Parti nazi aux citoyens allemands à l'occasion du 47^e anniversaire d'Adolf Hitler. Cette limitation des loyers par le Parti national-socialiste a été transposée par la RDA socialiste dans sa loi n° 415 de régulation des prix, le 6 mai 1955, et elle est restée en vigueur jusqu'à l'effondrement de l'Allemagne de l'Est communiste en 1989.

Pour Die Linke et certains Verts, soit deux tiers des factions au pouvoir dans la capitale, le contrôle des loyers n'est qu'une première étape sur le chemin de l'expropriation totale. Les deux partis ont manifesté par le passé leur soutien à des initiatives « populaires » appelant à un référendum pour exproprier toutes les compagnies immobilières détenant plus de 3 000 appartements à Berlin. Le quotidien de gauche *taz* se réjouit déjà de la perspective de ce référendum, titrant par exemple un article récent à ce sujet d'un tonitruant : « Faites place au socialisme ».

De même, il y a peu, le Sénat de Berlin a révélé une nouvelle campagne publicitaire pour la ville, avec un slogan inédit, « *Wir sind ein Berlin* » (« Nous sommes un seul et même Berlin »), affirmant vouloir passer du « je » au « nous ». Tout cela rappelle fortement la RDA communiste et les phrases avancées pour justifier la collectivisation forcée de l'agriculture, et même les Jeunesses hitlériennes la branche du Parti nazi embrigadant des jeunes qui faisaient passer l'individu bien après « le peuple ».

**Rainer Zitelmann est un historien et sociologue allemand. Il est l'auteur de The Rich in Public Opinion (2020), The Power of Capitalism (2019) et The Wealth Elite (2018).*

[DÉBATS](#)[POLITIQUE](#)

De Gaulle - Penser, résister, gouverner

Son nom est devenu synonyme d'une France libre et puissante. De Gaulle, l'homme de l'appel du 18 juin s'est imposé dans l'histoire d'abord comme un rebelle, un résistant puis comme un leader politique charismatique, en France comme à l'étranger. Adoré, haï du temps de sa présidence, il est devenu après sa mort un mythe, un idéal d'homme politique qu'à droite comme à gauche on se prend à regretter.

CONTENUS SPONSORISÉS

Taboola Feed

A DÉCOUVRIR SUR LE POINT

Le purgatoire de Catherine Trautmann

Pour Lio, Serge Gainsbourg était « le Weinstein » de la chanson française

Anti-masques : Nicolas Bedos tente d'éteindre l'incendie qu'il a provoqué